

Bulletin du FMI

PRÊT POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

Le Ghana obtient du FMI un prêt de 602 millions de dollars EU et se prépare à produire du pétrole

Peter Allum
Département Afrique du FMI
Le 16 juillet 2009

- Les cours élevés de l'or et du cacao aident le Ghana à traverser la récession mondiale
- La réduction du déficit budgétaire doit permettre de ralentir l'inflation et d'alléger les pressions s'exerçant sur la balance des paiements
- Les réformes de l'administration fiscale doivent favoriser une utilisation prudente de la richesse pétrolière à partir de 2011

Le 15 juillet, le FMI a approuvé l'octroi d'un prêt de 602.6 millions de dollars EU au Ghana pour aider ce pays d'Afrique de l'Ouest à faire face à ses déséquilibres budgétaires tout en se préparant à se lancer dans la production de pétrole.

Ce prêt est le plus gros montage financier mis sur pied par le FMI en faveur d'un pays africain depuis le début de la crise financière qui secoue actuellement le monde.

Les 24 millions d'habitants du Ghana ont bénéficié de l'amélioration de la croissance observée en Afrique au cours de la dernière décennie. Le pays se classe dans le peloton de tête des pays d'Afrique subsaharienne pour la qualité de la gouvernance et le climat des affaires, et dans le premier quart, pour les indicateurs du développement humain. Mais, bien que la pauvreté ait très fortement reculé, 30 % des Ghanéens continuent de vivre avec moins de 1,25 dollar EU par jour et près de 10 % sont encore sous-alimentés.

Le soutien du FMI est apporté au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC). Dans le cadre du programme soutenu par cette facilité, le gouvernement entend opérer sur plusieurs exercices une réduction sensible du déficit budgétaire. Cela devrait se traduire par une diminution des emprunts publics et permettre au Ghana de mettre fin à la forte détérioration du ratio dette publique/PIB enregistrée depuis 2006 (voir l'encadré 1).

Encadré 1

Objectifs du programme

- Le déficit budgétaire doit être ramené à 9,4 % du PIB en 2009 puis à 6 % et 4½ % du PIB en 2010 et 2011, respectivement.
- La dette publique nette devrait s'élever à 67 % du PIB en 2010 alors qu'elle était de 42 % en 2006. La correction budgétaire projetée devrait permettre de ramener la dette à moins de 60 % du PIB en 2014.
- Le taux d'inflation, visé à 14½ % à la fin 2009, devrait tomber à moins de 10 % avant la fin de 2010.
- Le taux de croissance du PIB (hors pétrole) attendu en 2009 est de 4½ %, avant une hausse qui devrait le porter à 6 % en 2011.
- La production de pétrole devrait commencer en 2011 et représenter, au départ, l'équivalent de 17 % du PIB hors pétrole.
- Les réserves internationales nettes devraient se stabiliser en 2009 avant d'augmenter en 2010-2011. Les réserves brutes devraient, de ce fait, couvrir près de trois mois d'importations à la fin de 2011. La nouvelle allocation proposée de droits de tirage spéciaux du FMI devrait encore renforcer la couverture assurée par les réserves.

L'économie est passée sous la direction d'un nouveau gouvernement en 2009. La première priorité de la nouvelle équipe a été de remédier aux déséquilibres macroéconomiques provoqués par les politiques budgétaires très expansionnistes de 2007–2008 et de parer aux risques liés à la récession mondiale.

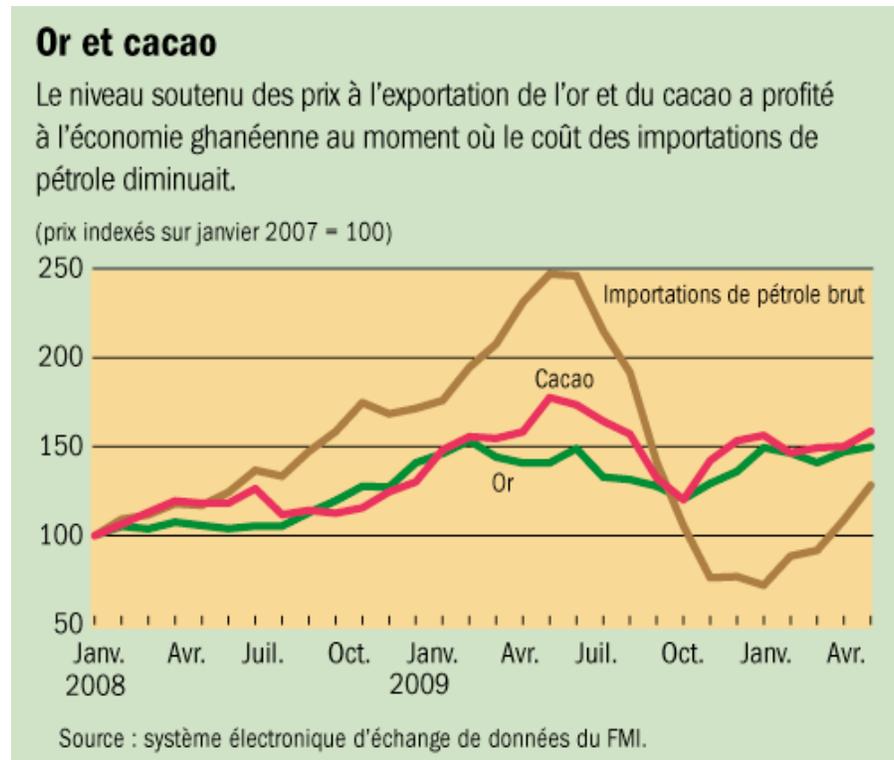
Surchauffe intérieure

Le taux d'inflation du Ghana, déjà supérieur à la moyenne africaine, est passé d'environ 10 % en 2007 à plus de 20 % au début de 2009. Cette évolution tient en partie aux fortes hausses des cours mondiaux des produits alimentaires et des combustibles, mais surtout à la surchauffe de l'économie nationale provoquée par des politiques budgétaires très expansionnistes et un accroissement rapide du crédit.

Le déficit budgétaire, qui atteignait déjà 9 % du PIB en 2007, s'est creusé à 14½ % en 2008, poussé par l'accroissement des dépenses publiques avant les élections, notamment sous la forme de fortes hausses salariales dans le secteur public, de subventions aux produits pétroliers et de nouveaux projets d'infrastructure.

En dépit d'un certain resserrement de la politique monétaire, l'augmentation de la demande d'importations a porté le déficit extérieur courant à plus de 19 % du PIB en 2008. Malgré des entrées de capitaux importantes dans l'ensemble, ce déficit s'est avéré impossible à financer, ce qui s'est traduit par une ponction dans les réserves officielles et une dépréciation de la monnaie de 25 % sur l'ensemble de 2008.

Les déséquilibres macroéconomiques du Ghana ont été aggravés par la crise financière mondiale à partir de la fin de 2008. Les prix des produits de base ont évolué dans un sens favorable au pays, les cours de l'or et du cacao, ses principales exportations, restant élevés alors que le coût des importations pétrolières diminuait (voir le graphique). D'après les projections, toutefois, cela devrait être largement contrebalancé, en 2009, par une forte baisse des envois de fonds privés et des investissements directs étrangers. Comme on pouvait s'y attendre dans ce contexte, la monnaie est restée sous pression jusqu'à la fin mai 2009 et les réserves officielles ont encore diminué au premier trimestre pour ne plus pouvoir couvrir qu'à peine 2 mois d'importations.



La bonne tenue des exportations de produits de base, jointe aux solides rendements des cultures non irriguées, devrait protéger le Ghana de la récession mondiale. On s'attend, pour l'instant, à ce que la croissance ralentisse et à ce que son taux tombe à 4½ % en 2009 avant de remonter à 5 % en 2010, mais il se peut que ces projections doivent être révisées à la baisse. Les répercussions de la faiblesse de l'économie mondiale risquent de se faire plus largement sentir et un décrochage du crédit bancaire est possible après la récente détérioration des performances des prêts.

Programme d'ajustement

En juin 2009, les autorités ont adopté de nouvelles mesures budgétaires pour faire en sorte que l'objectif fixé pour le déficit en 2009 soit atteint. Étant donné les possibilités limitées d'augmenter l'emprunt public, le Ghana ne peut recourir à une politique budgétaire contracyclique et le gouvernement est prêt à réduire encore les dépenses si le ralentissement économique se traduit par une insuffisance des recettes.

Encadré 2

Réformes structurelles

- Gestion des dépenses publiques. Des dispositions sont prises en vue d'utiliser plus efficacement les technologies de l'information pour suivre et maîtriser les dépenses publiques. Cela sera déterminant pour mettre un terme à la tendance observée dans le passé au dépassement des niveaux de dépenses budgétisés qui était à l'origine de distorsions et d'arriérés de paiements intérieurs.
- Réforme du secteur public et gestion de la solde. La masse salariale du secteur public ghanéen a très fortement augmenté par rapport au PIB au cours de la dernière décennie. Les réformes prévues de la structure des salaires seront complétées par des mesures visant à renforcer la supervision et le contrôle du recrutement et à engager un processus de rationalisation des effectifs des organismes publics.

Politique et administration fiscales. Les recettes pétrolières apporteront certes un répit à très court terme, mais pour assurer la viabilité des finances publiques des mesures devront être prises en vue de moderniser l'administration fiscale, notamment en regroupant les trois organismes chargés des impôts au Ghana. Le gouvernement a également l'intention de réduire les exonérations fiscales et de simplifier la gestion de la taxe sur la valeur ajoutée.

De nouvelles économies budgétaires d'environ 3½ % du PIB seront nécessaires en 2010. Le gouvernement a l'intention d'atteindre cet objectif en mobilisant de nouvelles recettes, surveillant étroitement la masse salariale du secteur public et évitant de subventionner l'énergie, ce qui s'est révélé coûteux dans le passé.

La production de pétrole, qui commencera en 2011, devrait générer de nouvelles ressources budgétaires représentant jusqu'à 7 % du PIB, sur une base annuelle. Le gouvernement a l'intention de consacrer les recettes, d'une part, à la réduction du déficit budgétaire du pays et au renforcement de la viabilité de sa dette et, d'autre part, au financement d'investissements dans les infrastructures destinés à favoriser la croissance, ce qui devrait permettre au Ghana d'atteindre son objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire pendant la prochaine décennie.

Les réserves pétrolières prouvées étant modestes et la production pouvant atteindre son maximum pendant relativement peu de temps, il y aura intérêt à utiliser judicieusement la richesse pétrolière. Le programme de réformes du gouvernement inclut un certain nombre de mesures qui devraient être utiles à cet égard (voir l'encadré 2).

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI en ligne* sur www.imf.org/imfsurvey